



Le relais

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT-PTT

Trimestriel n° 35 - Septembre 2007 - 3,05 €

Sommaire

La lettre
de Guy Mâquet pages 2-3

Les 60 ans de
« Libération Nationale PTT »
page 4

Le dossier : Georges Mandel :
Nicolas Sarkozy n'a pas tout dit
pages 5 à 8

Au bureau de poste « Thiers »
de Nice, 1947, la grève
page 9

Franchise médicale
et si l'histoire se répétait ?
page 10

Publications
et vie de l'IHS page 12



Le billet

La modernité du 19^e siècle

« Travailler plus pour gagner plus ». C'est le mot d'ordre du président de la République qui d'après lui est l'alfa et l'oméga du redressement économique et de la prospérité pour tous. Travailler plus c'est produire plus, donc plus de rentrée d'argent pour celui qui vend les produits. Gagner plus c'est un meilleur salaire, donc du mieux vivre pour les salariés. Voilà enfin une association patrons (privés ou publics)-salariés, fructueuse pour tous. Du donnant-donnant !

La « modernité » de ce mot d'ordre on la retrouve lors de la première révolution industrielle il y a quelques 200 ans ! Pour répondre à l'exploitation dont ils étaient victimes les ouvriers anglais croyaient bien faire en ayant une revendication similaire : « un salaire équitable pour une journée de travail équitable ». Du donnant-donnant. Mais quelques dizaines d'années après ils s'apercevront que « le salaire le plus équitable équivaut à la répartition la moins équitable du produit de l'ouvrier. De ce produit la plus grande part passe dans la poche du capitaliste tandis que l'ouvrier doit se contenter du minimum »¹. Cette découverte allait permettre de théoriser la mécanique de l'exploitation capitaliste et c'est pour la combattre que la CGT s'est créée en 1895. Son grand mérite est qu'en luttant, elle a permis d'atténuer ses méfaits.

Toutefois, sur le fond, l'organisation sociale de la société, n'en déplaie à Madame Christine Lagarde², étant toujours la même au 21^e siècle, les prédateurs d'hier sont ceux d'aujourd'hui. Alors celui qui sait puiser dans l'histoire pour servir ses intérêts de classe s'est rappelé que la revendication des ouvriers anglais, malgré quelques résultats immédiats, a servi avant tout à l'accumulation du capital. Dans ces conditions pourquoi ne pas la remettre au goût du jour ? Elle devrait avoir comme au 19^e siècle les mêmes effets.

Certes, mais aujourd'hui connaissant nous aussi notre passé, nous pouvons nous appuyer sur la modernité de la découverte de l'exploitation capitaliste pour la combattre avec un seul mot d'ordre : **l'augmentation des salaires.**

Serge LOTTIER

1. Article de Frederick Engels « La loi du salaire » 1881 - Cité dans « Textes choisis » - Club du livre progressiste 1966.

2. Pour elle « La lutte des classes c'est une idée essentielle pour les livres d'histoire ».

Institut
d'Histoire Sociale
CGT-PTT

Siège social : 263, rue de Paris
Case 545 - 93515 Montreuil Cedex

Tél. 01 48 18 54 00
Fax 01 48 59 25 22

La lecture de la lettre de Guy un enjeu pour

La rentrée scolaire va avoir lieu¹. A la demande du président de la République, la dernière lettre de Guy Môquet à ses parents avant d'être fusillé, le 22 octobre 1941 à Châteaubriant sera lue dans tous les lycées. Guy Môquet, ce jeune lycéen arrêté à la gare de l'est le 13 octobre 1940. Il distribue des tracts qui dénoncent le Régime de Vichy et les conditions de vie sous l'occupation. Prisonnier à Châteaubriant, il sera désigné par Pucheu, ministre de l'intérieur de Pétain, pour être fusillé avec 26 de ses camarades comme otage par les allemands.

La proposition de lire sa lettre a fait débat et fera débat. L'IHS CGT a publié un communiqué sur le sujet le 20 juin. Le Monde du 23 juin a publié un article, de deux historiens de l'université de Bourgogne² : « Guy Môquet : le mythe et l'Histoire ». Le 26 juin, l'Humanité, publiait un point de vue, réponse à cet article de 3 historiens³ de cette même université intitulé : « Un peu de rigueur SVP! »

Nous avons sollicité une interview de Danièle Ledoux qui connaît bien cette période de notre histoire pour avoir écrit la biographie de Jean Grandel, lui aussi fusillé à Châteaubriant ce 22 octobre 1941.

Danièle quelle a été ta première réaction lorsque tu as entendu le président de la République proposer que la dernière lettre de Guy Môquet soit lue dans les lycées tous les ans à la rentrée scolaire ?

Dans un premier temps, cette annonce m'a laissée perplexe. Mais cette décision, je crois, conforte les efforts entrepris par les résistants et leurs associations comme l'Amicale de Châteaubriant - Voves - Rouillé ou Libération Nationale PTT. Ce travail de mémoire sur ces hommes qui ont résisté, qui ont été déportés, qui ont été fusillés, doit être reconnu. Cette proposition est donc à considérer positivement mais sous certaines conditions.

Cette proposition en soi est donc positive, mais si elle est

sortie de son contexte historique ne risque-t-elle pas d'être mal interprétée par les élèves et récupérée par Sarkozy dont il serait innocent de croire qu'il n'essaie pas de se servir du passé pour servir sa politique ?

Durant la campagne électorale présidentielle, Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à faire référence à l'Histoire et curieusement de citer des noms glorieux d'hommes de gauche tels Jaurès, Blum... et Guy Môquet, pour légitimer ses propositions d'homme du capital.

La question qui vient évidemment de savoir si le but poursuivi est d'honorer ou d'utiliser la mémoire de Guy Môquet ?

Rien n'a été dit sur l'engagement de Guy, jeune résistant communiste, fusillé par les nazis avec le concours des hommes de la « collaboration ».

Guy Môquet c'est le symbole de la jeunesse de l'époque qui refuse et se bat contre tout ce qui porte atteinte à la dignité humaine : le racisme, la violence, la misère.

Aujourd'hui les jeunes se révoltent aussi contre les

xénophobies, les discriminations... (contre Le Pen, le CPE, etc.). En mentionnant Guy Môquet, Sarkozy laisse à penser qu'il valorise une jeunesse résistante, mais n'est ce pas pour mieux la tromper. Il joue la carte de la confusion en omettant de pointer qui étaient les responsables de l'époque et ceux d'aujourd'hui.

Une attitude pour le moins ambiguë quand on sait qui il sert et qui sont ses amis.

La lecture de la lettre, si elle se fait, doit donc être replacée dans son contexte historique permettant de comprendre l'engagement du jeune Guy Môquet et les actes des résistants de la première heure.

Il faut rappeler qu'à la veille de la seconde guerre mondiale ce sont les forces capitalistes qui préférèrent « plutôt Hitler que le Front Populaire », ayant dû capituler devant les grèves d'occupation des usines en 1936. Déjà le grand patronat rêvait de revanche et voulait détruire les conquêtes sociales obtenues. Il le fit à la faveur de la guerre.

Aujourd'hui leurs héritiers rêvent d'en terminer d'une

part avec les conquêtes sociales du programme du CNR, que la politique sarkozienne tente de réduire et avec tous les acquis obtenus par les travailleurs en 1968. Sarkozy n'a-t-il pas déclaré qu'il faut en finir « avec l'esprit et les séquelles de 1968 ». C'est cet esprit de résistance et de révolte qu'il veut briser.

Une des premières mesures de son gouvernement n'est-elle pas de réduire le droit de grève pour bâillonner les salariés.

Mais revenons de juin à octobre 1940, la France est meurtrie par la défaite, « trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés »⁴, occupée par les allemands.

Le régime de Vichy remplace la République par un Etat Français où le maréchal Pétain a les pleins pouvoirs. Un gouvernement qui instaure des lois réduisant les libertés individuelles et syndicales, le « statut juif » et qui prépare la rencontre de Montoire⁵, scellant la collaboration entre la France et l'Allemagne.

La population est en état de choc, cependant des Français refusent la défaite, ne se résignent pas, rejettent l'inacceptable.

Le relais

8^e année de parution - Trimestriel - 3,05 €

Directeur de la publication : Bernard Bauche

Rédaction administration :
263, rue de Paris, case 545
93515 Montreuil Cedex

3^e trimestre 2007 - Dépôt légal N° à parution

CPAD N° 0907 681018

Chevillon Imprimeur, 89100 Sens

Guy Môquet aux lycéens : l'Histoire



Parmi eux, il y a de nombreux militants syndicalistes et/ou dirigeants communistes, ceux là même qui ont eu à affronter les premières mesures répressives anticomunistes comme le père de Guy. Prosper Môquet, syndicaliste cheminot, élu député communiste en 1936 a été déchu de son mandat en février 1940 et est emprisonné dans un camp d'internement en Algérie.

Pour eux, la lutte contre le régime de Vichy et l'occupant nazi est la poursuite de leur combat mené contre le fascisme dans les années trente, de leur engagement dans les Brigades Internationales pour défendre la toute jeune République espagnole. Des militants de la Fédération postale CGT ex unitaires tel Jean Grandel sont volontaires dans les B.I. et sur le livret militaire de Jean Grandel, on peut lire en face de parti politique : antifasciste.

Cela montre bien leur conviction.

Leur force se nourrit d'idéal démocratique et de transformation profonde de la société dans la lignée du Front Populaire. Ils ont impulsé les grèves de 1936, combattu la pause de 1937.

Les premiers actes de résistance vont se construire tout à la fois en dénonçant le régime de Vichy et l'occupation allemande et en rassemblant les français autour de la défense quotidienne des conditions de vie pour redonner l'espoir.

Ce sont les inscriptions sur les murs, les papillons qu'on lance, les tracts que l'on distribue, les journaux clandestins, les manifestations que l'on organise.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'action du jeune Guy

Môquet lorsqu'il est arrêté le 13 octobre.

Ce que tu viens de dire est à l'opposé de l'article publié dans le Monde du 23 juin où deux historiens discréditent totalement les sens du combat de Guy Môquet. Il serait d'après eux « tout sauf résistant », lycéen « exalté », « prisonnier de la logique d'un parti enfermé dans les compromissions de l'alliance Staline- Hitler. » (Pacte germano soviétique)

C'est la thèse, qui n'est pas nouvelle, qui consiste à dire qu'avant l'invasion de l'Union Soviétique par les armées d'Hitler, en juin 1941, il n'y avait pas de résistance communiste, ni de résistance de la part des syndicalistes.

Les recherches que j'ai faites pour écrire la biographie de Jean Grandel infirment cette théorie. Le contenu des tracts diffusés en 1940 est de nature différente de ceux de 1939. Ils ne défendent pas le pacte germano-soviétique (qui a par ailleurs suscité bien des interrogations parmi les communistes)!

Les syndicalistes principalement de l'ex- CGTU, s'emploient à rassembler les salariés pour lutter pour la défense des revendications et contre l'occupant et ceux qui le servent, organisent des grèves. Sous l'impulsion des communistes, des "Comités Populaires" sont créés et engagent des actions revendicatives, des luttes pour le ravitaillement, organisant des manifestations (notamment de femmes). Toutes ces actions sont totalement interdites et vigoureusement sanctionnées car si modestes soient-elles, elles brisent le calme social indispensable à la réussite des projets allemands et vichystes.

Emiettée, fragile, exploitative, cette première Résistance apparaît très modeste. Elle est pourtant décisive car elle dresse les premiers obstacles à l'exploitation et à la résignation du peuple français. Les premières réactions méritent d'être saluées comme telles.

Et nous avons des exemples dans notre profession, dès juin 1940, dans la clandestinité, un premier groupe de résistants se forme dans les PTT. Aux côtés d'Henri Gourdeaux, commandant à l'organisation et à la répartition des opérations, on trouve Jean Grandel avec le grade de capitaine à l'organisation, Fernand Piccot responsable au recrutement et de Marie-Thérèse Fleury agent de liaison.

Les jeunes ne restent pas inactifs. Le lancer de tracts par des jeunes communistes le 31 juillet dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, dénonçant l'occupant et Vichy, est un exemple de leur motivation. On n'est plus très loin de la manifestation du 11 novembre, à Paris, à l'initiative de l'université parisienne (suite à l'arrestation de Paul Langevin) qui est pour certains historiens la première grande action à résonance nationale de la Résistance française.

Au fil des semaines, malgré la police, les arrestations, la répression, les réseaux vont se structurer, des hommes, des femmes, des jeunes vont tout sacrifier, risquer leur liberté voire leur vie pour que l'espoir renaisse.

On voit bien que pour qu'il n'y ait pas confusion dans le rôle de chacun, ni instrumentalisation de l'histoire, il est indispensable que la lecture de la lettre soit assortie de

toutes ses vérités historiques.

Car comme tu le dis, il y a un risque compte tenu de l'idéologie actuelle que la lecture de la lettre de Guy Môquet soit utilisée à contresens. Toutefois il sera difficile de faire admettre, que Sarkozy a choisi de faire lire une lettre d'un jeune « exalté » de 17 ans, vendu à une puissance étrangère, pour valoriser le rôle de la jeunesse actuelle...

La lecture de la lettre de Guy Môquet aux lycéens est donc un enjeu ?

Bien sûr ! Le débat engagé montre que l'histoire n'est pas neutre. Elle ne peut pas être puisqu'elle est le résultat de luttes économiques, politiques et idéologiques. Sa diffusion nécessite une attention de tous les instants.

Pour cela il faut la connaître. Or, l'histoire sociale est peu enseignée, le mouvement social souvent oublié !

Cela exige de notre part que nous apportions notre contribution aux débats d'actualité.

Si la mémoire de Guy Môquet qui appartient à la classe ouvrière dont elle est issue, peut être partagée, à nous de faire en sorte qu'elle inspire les travailleurs dans une nouvelle résistance qui soit porteuse de transformation de la société et fidèle à son message : « Les copains qui restez, soyez dignes de nous, les 27 qui vont mourir ».

1. Interview réalisée le 10 août 2007.
2. Jean-Marc Berlière et Sylvain Boulaque sont les auteurs de l'article « Guy Môquet : le mythe et l'Histoire »
3. Xavier Vigra, Jean Vigreux et Serge Wolkow.
4. Interview du général De Gaulle le 1^{er} avril 1942.
5. Rencontre du 24 octobre 1940 entre Pétain et Hitler, organisée par Laval et Otto Abetz.

Les 60 ans de «Libération Nationale PTT»

Le 13 juin dernier, au siège de la Fédération, l'association Libération Nationale PTT, a fêté ses 60 ans. Présidée par son Secrétaire général Michel DELUGIN, cette réunion, à laquelle assistaient près de 80 personnes, avait l'honneur d'accueillir Louis CORTOT, Compagnon de la Libération, président de l'ANACR¹. La FAPT-CGT était représentée par Colette DUYNSLAEGER, Secrétaire générale et l'IHS par son président Serge LOTTIER.

À cette occasion, Charles SANCET, secrétaire général adjoint, membre de la Commission Nationale des Amis de la Résistance – ANACR, a répondu à nos questions.

Le Relais : peux-tu faire l'historique de l'association ?

C.S. : Elle a été créée en 1947 par des militants de la CGT qui dès la fin de la guerre furent portés à la direction de la Fédération Postale réunifiée issue du Congrès de Limoges de 1945. C'est pourquoi nous rappelons toujours que les liens entre Libération Nationale PTT et la Fédération sont très étroits. L'association en tant que telle n'était que le prolongement de ce qui fut un mouvement de résistance issu des premiers groupes qui s'organisèrent dès 1940 à l'appel de Benoît FRACHON : les « Comités Populaires ». Ceux-ci furent rattachés un peu plus tard au Front National créé en mai 1941. La préparation de l'insurrection et la Libération en 1944 réunirent les divers mouvements de Résistance dans celui de « Libération Nationale PTT ». C'est ce que les fondateurs de l'association ont rappelé dans les statuts adoptés en avril 1947 : Libération Nationale PTT résulte de la fusion du Front National PTT, des Francs-Tireurs et Partisans Français des PTT, des Comités Populaires de la CGT clandestine et des Milices Patriotiques des PTT.

Le Relais : pourquoi une association spécifique d'anciens résistants des PTT ?

C.S. : Il fallait défendre les intérêts moraux et matériels des adhérents et ayant-droits. Dès la parution des premiers bulletins d'information, les fonda-



De gauche à d. : S. Lottier, C. Sancet, J. Blanchon, C. Duynslaeger, M. Delugin, L. Cortot, JP. Riffault, S. Gatellier

teurs de l'association se sont attachés à rassembler et à réaliser l'unité de tous les Résistants des PTT avec le souci de recueillir des témoignages pour écrire l'histoire de la Résistance dans les PTT². Ils ont mené de pair le devoir de mémoire et la lutte constante contre les révisionnistes de tous poils et les idéologies fascistes incarnées par une extrême droite toujours présente aujourd'hui en France et en Europe.

Le Relais : quel est l'avenir de Libération Nationale PTT après 60 ans d'existence ?

C.S. : Cette question pose le problème auquel sont confron-

tées toutes les associations d'anciens combattants, s'ouvrir aux générations futures ou disparaître. La commémoration de ce soixantième anniversaire nous permet de faire un retour dans le temps et d'apprécier la grande lucidité de nos camarades Résistants qui, voici près de quarante ans, pensaient à assurer la relève et préparaient l'avenir de l'association qu'ils avaient constituée vingt ans auparavant. C'est à partir de cette époque que les « Ami(e)s de la Résistance » aux côtés de leurs aînés, assurent la pérennité de « Libération Nationale PTT ».

Le Relais : quels objectifs se fixe aujourd'hui l'association ?

C.S. : D'abord être présents sur le terrain de la connaissance de l'histoire de la Résistance dans notre corporation. L'exposition « Le Personnel des PTT dans la Résistance » est de ce point de vue un atout essentiel. La sauvegarde des lieux de mémoire que sont les plaques commémoratives apposées sur ou dans les bâtiments de La Poste ou de France Télécom est aujourd'hui une préoccupation majeure de notre association. Nous sommes des passeurs de mémoire et notre tâche est de faire en sorte que la mémoire vivante des Résistants continue à exister, même quand ils ne seront plus là, ce qui suppose un renforcement permanent des « Ami(e)s de Libération Nationale PTT » au sein de l'ANACR.

1. Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance.

2. En 1986 paraît le livre « La Résistance dans les PTT » édité par Libération Nationale PTT.

Vue partielle de l'assistance



Georges Mandel : Nicolas Sarkozy n'a pas tout dit !

Hegel (philosophe allemand) fait quelque part remarquer que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire 2 fois. Il a oublié d'ajouter : une première fois comme tragédie, une seconde fois comme farce. (Karl Marx « Les origines du coup d'état du 2 décembre 1851 »).

Le Président de la République a souvent fait appel à l'histoire lors de la campagne à l'élection présidentielle. Il a fait référence à de nombreux noms notamment celui de **Georges Mandel** dont il a écrit une biographie en 1994. Or Georges Mandel a été Ministre des PTT du 8 novembre 1934 au 4 juin 1936, c'est à dire pendant une période où la droite la plus réactionnaire est au pouvoir. L'HIS-CGT a publié en février 2007 une brochure intitulée « Georges Mandel une référence historique de Nicolas Sarkozy », elle reprenait les écrits de Georges Frischmann sur ce ministre dans son « Histoire de la fédération de 1672 à 1946 ».

Le 30 mai nous avons reçu une longue lettre de Monsieur Paul Chardon adhérent de la société d'histoire de La Poste et de France Télécom en Alsace. Il nous donne de précieuses informations sur ce ministre. Essayons de faire parler ensemble Georges Frischmann et Paul Chardon.

Les racines familiales de Georges Mandel

Georges Frischmann ne parle pas des racines familiales de Georges Mandel, **Paul Chardon** donne une réponse et des précisions.

« En 1967, date à laquelle Frischmann publie son livre, l'opinion publique commente avec stupeur les persécutions dont les juifs ont été victimes sous le régime nazi. Tout jugement négatif à leur égard paraît alors déplacé. Un quart de siècle plus tard, Nicolas Sarkozy dans sa biographie parue en 1994 n'observe plus la même réserve. Il révèle dans son chapitre 1 que Georges Mandel, qui s'appelait Louis Rothschild (il n'appartenait pas à la famille, bien connue, du même nom. NDLR), faisait partie d'une famille de juifs alsaciens ayant quitté leur province d'origine après 1870, par attachement pour la France. « La différence juive est présente dans l'esprit du jeune Louis Rothschild ». Cette différence il va la ressentir douloureusement tout au long de l'affaire Dreyfus qui – même une fois l'honneur de ce capitaine rétabli – laissera des traces tenaces d'antisémitisme pendant toute la première moitié du XX^e siècle ».

Pourquoi Georges Mandel choisit-il les PTT ?

Paul Chardon : Pourquoi Mandel, ex-secrétaire de Clemenceau accepte-t-il le 9 novembre 1934 ce ministère de second rang ? Georges Wormser, son directeur de cabinet nous donne la réponse : « Les Postes [touchant] un nombre énorme d'usagers ... vont [lui] permettre de se faire connaître du grand public ! car ce sera une véritable obsession chez Mandel que d'apparaître au premier plan dans les événements qu'il suscite, photographie (ou film) à l'appui. Un article sur la Radiodiffusion paraît-il sans l'illustration que Mandel y est représenté dans son bureau du ministère, combiné téléphonique à l'oreille. La compagnie d'aviation « Air Bleu » met-elle en service un réseau postal, que le ministre est là, ayant troqué son melon pour un chapeau de paille car la scène se passe en juillet. Il se sert donc de ce strapontin ministériel pour imposer l'image d'un homme d'action capable de réformes... »

Georges Frischmann :

Il cite lui aussi Georges Wormser : « Pourquoi Mandel, un homme de pure politique a-t-il voulu les PTT ? Ce n'est que plus tard que seront discernées les véritables raisons : Les Postes, par la gamme de leurs services qui touchent un nombre énorme d'usagers, présentent un caractère d'utilisation générale à tous les échelons de la société qui va lui permettre de se faire connaître du grand public ». ... « En outre, diriger les PTT c'est avoir la commande des centraux téléphoniques et télégraphistes, des postes d'émission, bref de tout le système nerveux du pays. Leur bon fonctionnement est essentiel en temps de guerre plus encore qu'en période de paix ». « Il prépare à une guerre qu'il croit inévitable cet organe vital de la défense nationale ».

1. Georges Wormser « Georges Mandel » l'homme politique 1967

Son comportement au Ministère des PTT

Georges Frischmann fait à nouveau parler son Directeur de cabinet :

Dès l'arrivée de Mandel rue de Grenelle, « il confond rigueur avec brutalité... J'essaie de calmer le tyran (sic) et, parfois, usant de ma possibilité de m'entretenir avec lui plus longtemps que ses victimes, je parviens à atténuer son jugement trop hâtif ou trop dur, mais l'orage volontairement provoqué continuera à tout bousculer. La férocité (re-sic) des propos et des actes prend une allure plus ostentatoire, il faut bien le dire, qu'équitable. En une semaine Mandel s'est fait détester : il en jubile parce qu'ainsi ses subordonnés n'oseront plus braver l'autorité ministérielle. Il y aura encore des désastres et quelques injustices... ».

Paul Chardon :

Mandel devait confier plus tard, à propos de son arrivée aux PTT : « Je ne connaissais rien à cette maison »². Compte tenu de cette incompétence reconnue, il procède au renvoi des principaux responsables des directions de son ministère dont il craint la compétence, et les remplace par des nouveaux venus. Sarkozy dans le livre qu'il lui a consacré n'hésite pas à écrire : « la liste des victimes expiatoires était impressionnante » ajoutant « exagérément brutal, tranchant parfois avec précipitation, il fit vivre à ses proches collaborateurs des moments difficiles ». Pour justifier ces évictions arbitraires, Mandel cherche l'appui du public. C'est pourquoi le 12 décembre 1934, un mois après sa prise de fonction, il met en place un service destiné à recueillir les doléances des usagers. Fort des réclamations reçues, il peut procéder à des redressements, appliquer des sanctions qui flattent le goût du français moyen, toujours avide du spectacle de la chasse au fonctionnaire.

Georges Frischmann souligne les démêlés avec le ministre qui donneront naissance à des épisodes pénibles, quelques fois ubuesques.

Il tente de faire croire qu'il a un esprit ouvert. La fédération postale unitaire qui n'était plus reçue par les ministres depuis 1925 est reçue le 26 décembre 1934. Entrevue négative, pas d'amnistie pour les sanctionnés ! Opposé au droit de grève Mandel déclare « il est inadmissible qu'à l'occasion de mesures d'économies dont nul ne saurait contester la nécessité les usagers de ce pays, qui paient pour être servis, se voient tout à coup privés de La Poste, du téléphone ou du télégraphe parce que tel serait le bon plaisir de quelques agitateurs »³. Lorsque la grève éclate à Dijon Gare le 12 janvier 1935 c'est le début de la série noire des actes de répressions. Mais la riposte est unitaire, il reçoit une délégation le 16 janvier... les sanctions sont annulées. Ce jeu de bascule il va souvent l'utiliser. Lors de la grève des facteurs de Nice en avril 1935, de la manifestation de l'Opéra le 19 juillet, celle des agents de Lignes du secteur Montparnasse le 31 juillet. Toujours de nombreuses sanc-

tions que la riposte unitaire permettra de rapporter.

Il recherche le mouchardage « Je dois vous signaler que Monsieur le ministre tient absolument à être renseigné sur ce qui se dit et se fait dans les meetings organisés en province par les groupements professionnels quelle que soit d'ailleurs leur nuance »⁴.

Il met en place un système de table d'écoute, forme moderne et complémentaire du contrôle des correspondances depuis longtemps exercé dans le « cabinet noir » inventé par Louis XV. Ce comportement le conduira à se laisser aller à des « crises de surexcitation burlesques ».

Georges Frischmann nous raconte l'histoire du télégramme de Lourdes « ... Le 6 février 1936, un télégramme est déposé au guichet du bureau de Lourdes. En voici le texte : « Docteur Camps, 8 rue Saint-Quentin, Paris. Suis sans nouvelles. Doit tuer ministre. Réponds. Maman ».

Une brochure publiée à l'époque raconte la suite. « Le ministère alerte la Direction des P.T.T. des Hautes-Pyrénées qui appelle le receveur de Lourdes pour « explications et communication du nom de l'expéditeur ». Préfecture, gendarmerie, police étaient également alertées et, le 7 février, huit agents de la Sûreté Nationale débarquaient à Lourdes en même temps qu'un Inspecteur des P.T.T.

Pourquoi ce déploiement de forces policières ? On apprend bientôt que, dans les Hautes-Pyrénées, le « ministre », c'est le cochon ! On dit communément que l'on va « tuer le ministre » quand on s'apprête à tuer le cochon ! D'où ce télégramme de « maman » à son fils l'invitant à venir partager le festin familial.

Tous les postiers en rient encore. Mais le personnel du bureau de Lourdes n'a pas ri tout de suite : un Procès-verbal avait été dressé contre l'employée du guichet, la télégraphiste et le contrôleur. Quelques jours plus tard, un avertissement était infligé à la dame-employée du guichet, Mme Goujon, et à la télégraphiste, Mme Cabarrou. Des observations très sévères étaient adressées au contrôleur, M. Debrienne. Mais cela ne suffisait encore pas : au début de mars, Mme Goujon était changée de service ! ».

Son sport favori : le favoritisme

La brochure que nous citons plus haut éditée par le Syndicat National des Agents début 1936 sous le titre « Monsieur Mandel, Ministre de la III^e République et des PTT » nous montre le climat délétère qui existe dans les PTT.

Sur ses relations avec les parlementaires **Paul Chardon** donne des précisions :

2. Cité par Nicolas Sarkozy « Georges Mandel le moine de la politique » 1994
3. Interview donné au Journal le Jour le 7 Juillet 1935.
4. Extrait d'une lettre du directeur du personnel Pignochet le 20 Mars 1935.

« Mandel complète son réseau d'influence en entretenant des relations privilégiées avec les députés et les sénateurs. Ces derniers – à cette époque – se livrent à l'exercice des « recommandations » pour certains de leurs électeurs tentés par un recrutement dans les PT. Le ministre tant par obligation que guidé par son attirance pour un pouvoir personnel, ne fait rien pour freiner ces atteintes à l'équité, bien au contraire. Et on assiste au développement du recrutement d'agents, qui ne tient pas compte de l'ordre des listes d'attente (embauche, par exemple, de 27 auxiliaires pour les services de la distribution, passant devant 100 postulants inscrits avant eux sur le tableau). Les règles de l'avancement à l'ancienneté sont également bafouées (36 nominations triomphent de 50 candidats mieux placés qu'eux au tableau). Bien sûr l'avancement à l'ancienneté n'est qu'une coutume. On peut donc, on doit donc la bousculer, pour apparaître novateur (Sarkozy peut puiser là des exemples).

Mandel pour caser plus rapidement certains agents inscrits au tableau des mutations n'hésite pas à créer des emplois en surnombre (en 1936, un bureau d'une grande ville comptait 18 dames-commis et dames-employées en surnombre)⁵.

Travailler plus - Le Dimanche

Pour cet homme de droite, bien sûr les français ne travaillent pas assez nous dit **Georges Frischmann** : « Le fonctionnaire ne rend pas les services qu'il devrait rendre. Donc il tape sur le baudet et veut le faire « travailler plus ». A compter du 14 avril 1935 il cherchera à imposer la réouverture, le dimanche, de 10 bureaux au public à Paris, et un dans toutes les villes de plus de 50 000 habitants. Le public applaudit. Mais on ne lui dit pas que, les effectifs restant inchangés, le repos hebdomadaire est à nouveau perturbé, voire supprimé.

La mesure est généralisée ensuite à tous les bureaux, puis ramenée seulement à Paris et Versailles. Mais le Ministre impose, alors, la réception et la remise des lettres recommandées et des chargements, le dimanche, dans tous les bureaux ouverts au service télégraphique !

Le délire va jusqu'à laisser ouverts sept bureaux, toute la nuit, à compter du 1^{er} janvier 1936. Le personnel somnolant au guichet, n'est pas, même dérangé par un chat !

Enfin, un service de réclamations est créé qui aboutit pratiquement à dresser le public contre les postiers.

Le 17 mars, le journal du soir et du Comité des Forges, "Le Temps", est distribué pour la première fois, le dimanche soir "par des équipes de volontaires".

On embauche, à cette fin, des chômeurs qui errent, dans les rues de Paris, à la recherche des destinataires jusqu'à 21 et 22 heures ! Mais les abonnés sont contents, paraît-il ».

Sur cette décision de Georges Mandel d'ouvrir les bureaux de poste le dimanche **Paul Chardon** donne

les précisions suivantes : « ... Parmi les réformes que le ministre entend imposer à l'administration dont il a la charge, il en est une à laquelle il doit renoncer : l'ouverture le dimanche des guichets des bureaux dans les villes de plus de quatre vingt mille habitants.

Pourquoi cette idée avait-elle germé dans sa tête ? La réponse peut être trouvée dans une affaire dont j'ai vécu les péripéties à Strasbourg dans les années cinquante. La communauté israélite avait réclamé l'ouverture des bureaux de poste strasbourgeois le dimanche invoquant le fait que, pour elle, le repos hebdomadaire était fixé le samedi (le sabbat) et qu'en conséquence le dimanche était un jour ouvrable ordinaire. La réponse fut négative. Comme celle que Mandel se vit opposer par la municipalité concernée. Citons un extrait de l'ordre du jour voté par l'Association des municipalités des arrondissements de Montpellier.

« Considérant que les préoccupations de toute municipalité consistent à rechercher tous les moyens propres à assurer et à maintenir la paix sociale ; qu'entre tous ces moyens, le repos du dimanche pour tous les citoyens est consacré par la tradition française, et, qu'au demeurant, tous les sociologues, et, en particulier, un juriste catholique M. Ollé-Laprune, dans une étude qui fait autorité, en ont dénombré les bienfaits au cours des siècles »⁶, l'association réclame l'abandon de la mesure. »

Ses relations avec la presse, la publicité, la radiodiffusion

Paul Chardon souligne que Mandel devra lutter « pour faire justice de ses origines ». Il cherche pour cela à s'approprier des moyens techniques de diffusion de l'information. Il veut pouvoir disposer d'un journal ... Il louera à Pierre Taittinger son quotidien « L'ami du peuple ». Il va manœuvrer pour avoir la main mise sur la Radiodiffusion naissante. Il accepte une atteinte au monopole en accédant le 25 Septembre 1935 au transfert d'un émetteur expérimental dans la banlieue avec une puissance accrue et à vocation commerciale. Même attitude par rapport à l'industrie privée nous dira **Paul Chardon** « lors de l'entrée en service le 25 avril 1935 du premier poste émetteur de télévision à Paris. Mis en place dans un temps record par les techniciens des PT, il utilise le matériel construit par la compagnie des Compteurs de Montrouge. Le ministre, après une période probatoire envisage de confier les programmes au privé, dessein que seule sa chute l'empêchera de réaliser ».

5. Les chiffres indiqués plus haut sont tirés de la thèse de Pierre Autran « Robert Jardillier 1894-1945 » Dijon 1994, qui retrace la vie de celui qui devait succéder à Mandel lors de l'avènement du gouvernement du Front populaire.

6. Cité dans la brochure éditée par le syndicat national des agents des PT.

Georges Frischmann souligne aussi « l'extrême complaisance du ministre pour la Société Privée de Radio télégraphie (la SFR) soutenue par la Banque de Paris et des Pays Bas ».

Notons enfin que le 10 novembre 1935 est née la Télévision d'Etat. Mandel charge un groupement pour son exploitation. Bien qu'encore au stade expérimental ce nouveau média est convoité par le privé, Mandel lui ouvre les portes. « Le 15 avril 1936 Mandel annonce la création pour le 19 novembre d'une station de Télévision privée. C'est le Front populaire au pouvoir depuis le 4 juin qui le 8 juin met fin au projet ».

Pour conclure

La brochure du Syndicat National des Agents conclut « Au bout de 18 mois de régime Mandel notre opinion sur l'homme est définitive. Monsieur Mandel dégrade tout ce qu'il touche ! Cette phrase est la conclusion motivée, pesée, qui se dégage de notre patiente observation des agissements du ministre des PTT »⁷. Nicolas Sarkozy a un jugement beaucoup plus positif. Mais précise Paul Chardon « Sarkozy ne nie pas les échecs de Mandel. Il met cela sur l'incapacité de ce dernier « à dominer son inépuisable énergie... Dès qu'il s'agissait d'une bataille à mener, il la conduisait sans se préoccuper de son objet. Ainsi il dut affronter nombre de batailles inutiles »

Pour nous, les événements et l'homme de la période dont nous parlent les deux auteurs nous font dire qu'il y a des tendances lourdes, « génétiques ? » de la droite en matière de politique sociale : Remise en cause du droit de grève, sanctions, travailler, produire toujours plus avec moins de personnel, et pourquoi pas le dimanche comme sous Napoléon 1er, carrière au mérite qui se conjugue avec le favoritisme au bon vouloir du patron. On remarquera aussi que la fin de cette période a été sanctionnée par la victoire du Front Populaire en mai-juin 1936... Bien sûr l'histoire ne se répète jamais !

Serge LOTTIER



7. Georges Mandel après le gouvernement Blum devient Ministre des colonies du gouvernement Daladier de 1938 à 1940. Le 5 juin 1940 il devient Ministre de l'Intérieur du gouvernement Paul Reynaud, il sera l'un des 4 ministres qui s'opposent énergiquement à l'amnistie avec l'Allemagne. Il s'embarque sur le *Masilia* pour l'Afrique du Nord avec l'espoir de rallier autour de lui les éléments politiques susceptibles de former un gouvernement. Mais il est arrêté, emprisonné et Vichy le remet aux Allemands en novembre 1942. **Ceux-ci le livreront à la milice française qui le fusillera le 7 juillet 1944 en forêt de Fontainebleau.**

Louis Aragon, historien des grands rebelles qui firent la France, unira le destin de Jean Moulin, serviteur du Front populaire, à celui de Georges Mandel, adversaire de Léon Blum.

1947 au bureau de poste «Thiers» à Nice : la grève

Notre soirée de l'été cette année portait sur l'année 1947 qui fut un tournant dans l'histoire sociale de notre pays.

Dans nos archives nous avons trouvé un reportage du Journal «Le patriote» du 27 août 2002 sur la grève de 1947 dans les PTT à Nice. Vous le constaterez en le lisant, nous sommes au cœur de l'affrontement avec les acteurs de cette grève.

Sous le titre «**Les Postiers de 47 un symbole pour le syndicalisme**», le journaliste, après avoir développé dans quel contexte mondial et national cette grève s'était déclenchée et quels en étaient les enjeux, donne la parole aux grévistes !

«A Nice les postiers opposent une telle résistance que, la police seule n'arrive pas à faire évacuer la poste Thiers, elle est obligée de demander des renforts, **Sébastien Marincio**, l'actuel trésorier des retraités CGT des PTT se souvient...» «Nous avions des salaires de misère, à l'époque, l'équivalent du RMI actuel, nous étions jeunes et gonflés après avoir combattu dans les maquis... je me rappelle, c'étaient des femmes qui tenaient l'inter téléphonique au dernier étage,

nous faisons tout pour les faire débrayer et les flics nous tiraient par les jambes dans les escaliers jusqu'au souterrain qui reliait la gare à la poste... mais nous revenions par l'autre côté, tous les jeunes, nous avions formé une chaîne, les flics ne savaient plus où donner de la tête... même le commissaire est venu, il tenait une banderole bleu blanc rouge «au nom de la loi, je vous ordonne de partir», bien sûr, on lui a ri au nez, en lui disant, essayez ! Et là, les choses ont commencé à se corser, ils ont fait appel aux CRS, une police nouvellement formée où de nombreux camarades du maquis s'étaient engagés, faute de trouver un boulot ailleurs... mais très vite, ils ont été remplacés par d'autres pour venir, «bouffer» du communiste... effectivement, ils ont tapé à coups de crosse... j'en ris, maintenant, mais il y eut aussi des instants émouvants... après les CRS, on nous a envoyés les tirailleurs sénégalais, les pauvres, beaucoup ne comprenaient même pas le français, ils faisaient n'importe quoi, à telle enseigne, que l'un d'eux s'est fait prendre son fusil, il s'est mis à genoux et il a supplié... «rend moi mon fusil, sans ça, je

vais être fusillé... nous étions toujours en position forte malgré les renforts, mais nous avons succombé quand le gouvernement a fait aussi appel aux élèves de l'Ecole Nationale d'Education Sportive de l'armée basée au Fort Carré d'Antibes...»

Josette Cerutti s'occupait des mandats aux guichets... «je me souviens dit-elle ma copine Thérèse qui, était responsable, vient vers moi et me dit: «vite, c'est la révolution, tiens mon guichet, je vais rejoindre les copains», à mon tour j'ai réussi à rejoindre le fameux souterrain où la brigade de nuit était restée, tous les camarades étaient accrochés à Sylvain et Fabia, des costauds... au bout du tunnel, il y avait Jean Benoît, cadre rédacteur, et le commissaire qui s'attrapaient... on pleurait et on criait... finalement, la police nous arrachait par paire, ils nous tiraient par les pieds et moi, c'est par les cheveux qu'ils m'ont expulsée... ensuite, nous sommes partis à la Bourse du Travail et nous avons décidé d'envahir les guichets de la poste afin de faire partir ceux qui travaillaient... je me souviens d'une phrase d'un militaire qui venait nous virer, «je la fais éclater» disait-il en

me regardant... mais ça a été terrible ensuite, un copain Tortello, en sortant, a voulu me défendre et c'est lui qui a pris le coup de crosse, il avait le crâne complètement ouvert... les ambulances étaient dehors, de partout il y avait des blessés... les autres jours, on essayait de faire débrayer les autres copines... allez, venez avec nous au lieu de reprendre vos chaussettes... je me suis aussi attrapée avec le commissaire Carré, je me souviens de son nom, je lui ai saisi la cravate parce qu'il venait de gifler ma copine Violette, elle était évanouie à nos pieds... ça était une folle époque, à tel point que nous ne rentrions plus à la maison, on mangeait la soupe populaire...»

A partir de 1948 la guerre froide sévit aussi au plan national notamment dans les rapports sociaux. Les grévistes de 1947 sont mis à l'index, sanctionnés. Des mesures discriminatoires sont prises à leur rencontre (Nous y reviendront dans un prochain numéro du Relais). Il faudra attendre la grève de 1953 pour qu'il y ait une certaine amélioration.

Franchise médicale : et si l'histoire se répétait

La sécurité sociale sur le plan économique et humain est l'un des acquis (l'acquis) le plus important de la Libération en 1945/46. Elle a été imposée grâce à l'élan démocratique né de la Résistance, au rôle de la CGT et à celui d'Ambroise Croizat,

patrons. Pour ces derniers c'est donc un coût ! Alors aucun gouvernement de droite ne laissera en paix la sécurité sociale. Son déficit volontairement maintenu sera toujours l'occasion d'essayer de diminuer les services rendus aux salariés.

franchise de 300 Frs par semestre avant tout remboursement des honoraires médicaux et des frais pharmaceutiques. Ajouter à cela, la suppression des cures thermales, la diminution de l'allocation prénatale, le relèvement du taux des cotisations de 16 à 18,5%. Viendront ensuite les ordonnances de la fin décembre 1958 ... et celles de 1967'.

semblement et d'action sur ce sujet le gouvernement réduit la franchise en mai et la supprime en juillet 1959 ! « L'affaire montre qu'il est possible de faire reculer le pouvoir fort et constitue un premier encouragement au développement des luttes revendicatives ».

Sources : Histoire de la France contemporaine - Tome 7.

Déjà en juillet 1958 la CGT avait lancé une campagne pour la défense de la sécurité sociale et organisé une conférence nationale les 2 et 3 août. Mais les mesures de décembre, surtout celle de la franchise de 300 Frs, vont susciter émotion et protestation de tous les syndicats, organismes de la sécurité sociale et des mutuelles. Début 1959 des actions se multiplient. Soucieux de ne pas fixer un point de ras-

1. L'abrogation de ces ordonnances sera l'une des revendications des grévistes de 1968. Elles ne seront pas abrogées.



Paris, 15 mai 1967

à l'époque Secrétaire Général de la fédération CGT de la Métallurgie et Ministre communiste du Travail. Son financement fait appel à la fois aux salariés et aux

Par exemple dès juin 1958 quand De Gaulle revient au pouvoir et fonde la V^e République, l'une de ses premières mesures anti sociales sera de vouloir instaurer une



1977 à Rennes

Il y a 50 ans... La plus puissante armée du monde s'affole

Le 4 octobre 1957, les Soviétiques réussissent l'exploit de lancer un satellite artificiel dans l'espace. Mis en orbite autour de la Terre SPOUTNIK 1 (en Russe « Compagnon de Route ») devait ébranler le monde notamment les U.S.A.

Je travaillais de nuit, à cette période, au Central Téléphonique de Poitiers.

Cette nuit-là les échanges

entre les membres de l'Etat-major Américain pour le Grand Ouest, siégeant à la Caserne des dunes et les Etats-Unis étaient sans relâche. Nous apprîmes le lendemain que ces « Courageux Guerriers » prenaient leurs dispositions pour faire rapatrier au plus vite leurs familles, résidant en France, vers les Etats-Unis.

Cet épisode nous avait été confirmé par les infor-

mations des standardistes du Central Téléphonique Américain.

Autrement dit la lutte pour la conquête de l'espace n'était pas un vain mot et ceci pendant la « Guerre Froide ».

Les Soviétiques avaient pris de l'avance sur les Américains. Les « BIP.BIP » de SPOUTNIK 1 affolaient la plus puissante armée du monde.

Depuis beaucoup de changements sont intervenus et l'on assiste aujourd'hui au renforcement de l'étude de l'espace entre la Russie et les U.S.A., conjointement, et c'est tant mieux pour la PAIX.

Jacques MORISSET
Membre du Bureau
des Retraités PTT CGT
de la Vienne et de l'HS

Publications

La bataille des Techniciens des PTT de 1969 à 1978

Les travaux du colloque des 9 et 10 Mai 2006 agrémentés d'un album photos de 16 pages sont publiés dans un livre préfacé par **Elyane Bressol**, Présidente de l'Institut d'Histoire Sociale CGT. On trouvera aussi dans ce livre une étude sur le contexte politique social et syndical avant et pendant la bataille de **François Briand** et un poème du même auteur. « Au total – écrit Elyane Bressol dans sa préface – cela produit un livre utile à ceux qui au plan professionnel ont pris le relais, au delà, aux salariés du secteur des télécommunications mais aussi pour le syndicalisme CGT en général. De leur côté les chercheurs y trouveront aussi des archives inédites. »

432 pages - Prix : 19 € -

A commander à l'IHS CGT PTT - Frais de port : 3,5 €.

Nos amis d'Aquitaine

viennent de publier un N° Spécial sur la Résistance et le syndicalisme en terre Périgourdine où est retracée la vie militante de notre camarade **René Sabourdy**¹, notamment les discours prononcés lors de sa remise de la légion d'honneur par Camille Senon, elle même postière dont la famille a été décimée à Oradour-sur-Glane.

On peut se procurer ce document à la Bourse du Travail - 44 Rue Aristide Briand - 33074 Bordeaux Cedex (5 €) ou auprès de l'IHS CGT PTT.

1. Notre camarade est décédé en août 2007

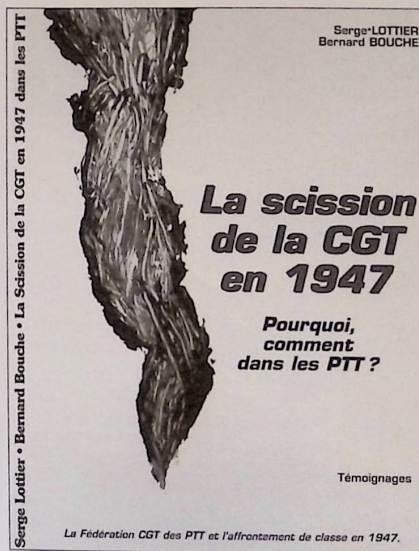


René Sabourdy et Maryse Dumas entourés du secrétariat de l'UD-CGT24, Corinne Graffeulle, Martine Capot, Christian Rebière et Jacky Voraillon.

Réédition sous une nouvelle jaquette de livre

« La Fédération CGT des PTT et l'affrontement de classe en 1947 ». Jean Claude Néant présenta ce livre à la tribune du Congrès Fédéral de 1998.

« ... La Fédération PTT sur fond de grèves dures, de luttes de tendances, d'ingérences et de passions extérieures (politiques, gouvernementales) voire étrangères (Etats Unis) fut au centre du processus de scission syndicale. 1947 verra l'aboutissement avec la création de FO et le départ de la FEN. Ces pages, le cœur du livre, sont très fortes. L'émotion vient aussi de la large place faite aux documents et aux témoignages des acteurs de l'époque. Ils savent mettre aussi l'accent sur ce qui a été préservé, voire gagné, dans ce contexte difficile, on pourrait dire violent ».



158 pages - Prix : 5 € - A commander à l'IHS CGT PTT

Dernière minute :

Plus de 60 personnes, dont 18 secrétaires départementaux et des membres du bureau fédéral, ont participé à la soirée de l'été sur le thème « 1947 un tournant de l'Histoire sociale de notre pays » présenté par Michel Gaillard membre du bureau de l'I.H.S. La réédition du livre et sa lecture ou relecture sont plus que jamais d'actualité.

L'Institut d'Histoire Sociale CGT

vient de publier une brochure de notre ami René Bidouze sur « l'évolution historique des fonctions publiques d'emploi et de carrière en France et dans le Monde ». « C'est à bien des égards un événement » nous dit André Narritsens dans un avant-propos. Et de conclure « la réponse aux attaques actuelles relève on le comprend de l'action politique et des rapports de forces sociaux. La riche étude de René Bidouze nous fournit les repères et arguments essentiels pour conduire une telle action ».

On peut se procurer cette brochure à l'IHS CGT PTT : 3 €.



Dans son livre : Les Bigorneux Rémanents,

Jean FREMONT, Chef Technicien à CAEN a couché sur papier : "les aléas d'une longue carrière professionnelle", "de 1951 à 1994".

Auxiliaire à 17 ans, en 1951 au central téléphonique de Caen, il a pris sa retraite de Chef Technicien en 1994, après avoir été Agent des Lignes de 1^{re} classe, Agent des Installations, puis CIEM.

Dans son livre, les étapes de sa carrière professionnelle s'entremêlent avec les évolutions technologiques, administratives. La lutte syndicale est toujours présente.

L'esprit de révolte, contre l'injustice est activé à la mort de son oncle déporté pour faits de résistance. Arbitrairement licencié lors des grèves de 1953, il est réintégré grâce à l'intervention de militants syndicaux. Il adhère à la CGT. Il est de toutes les actions. Impatient, il faut que ça bouge. Lorsque l'action collective tarde trop à ses yeux, il tente les interventions individuelles directes.

Jean Frémont est un témoin vivant des évolutions technologiques, depuis le binôme pédestre à Cabourg, avec "la diligence", (voiture poussée par les hommes) les U 43 sans cadran, au "Tout électronique". Ce parcours est jalonné de formation professionnelle permanente, théorique, rue Barault, à Limoges, et sur le tas grâce à l'apport des plus anciens, régulièrement remerciés. Des schémas techniques illustrent ces évolutions.

Les textes administratifs montrent le glissement progressif vers la privatisation.

Les chapitres sont agrémentés de poèmes aux qualités reconnues.

Beaucoup de Techniciens peuvent se retrouver avec ses anecdotes sur son travail, son déroulement de carrière, les rapports avec les collègues ou la hiérarchie, les abonnés au téléphone et ...les chiens et ses luttes pour la défense du service public.

Jean Frémont est membre actif de la section des Retraités CGT et de LSR PTT du Calvados.

Ce livre a sa place auprès de celui édité par l'Institut CGT-PTT d'Histoire Sociale sur "La Bataille des Techniciens des PTT".

François BRIAND

Pour La Poste, l'Histoire Sociale : PFFT...!

A notre demande d'un soutien financier de celle-ci, voici la réponse du Directeur de la Communication :

Monsieur Serge Lotier, Président de l'IHS CGT PTT

Paris le 26 juin 2007

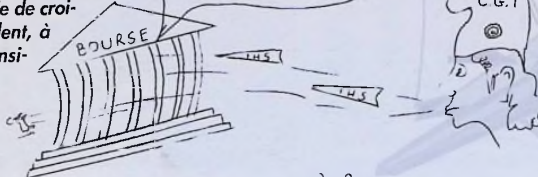
Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu attirer l'attention de Jean-Paul Bailly sur l'opportunité pour La Poste de soutenir les activités de l'institut d'Histoire Sociale des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications CGT (IHS CGT PTT) .

Voire proposition a été examinée avec la plus grande attention et malgré tout son intérêt j'ai le regret de vous informer que La Poste n'envisage pas de lui donner une suite favorable.

En vous exprimant tous mes vœux de réussite dans la poursuite de vos actions, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération

NOS PROFITS SONT EN DANGER
LA CGT NOUS FAIT DES HISTOIRES



Vincent Relave

R. Rossi,

Bernard BOUCHE